

Convention collective nationale
IDCC : 240. – PERSONNEL DES GREFFES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE
(14 novembre 1957)

AVENANT N° 88 DU 13 SEPTEMBRE 2017
RELATIF À LA MISE EN PLACE DE LA CPPNI

NOR : ASET1750950M
IDCC : 240

Entre
ANGTC

D'une part, et
CSFV CFTC
SPAAC CFE-CGC
SNPJ CFDT
FSE CGT

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet, dans le cadre de la convention collective nationale des greffiers des tribunaux de commerce, de mettre en place la commission permanente de négociation et d'interprétation prévues par les dispositions de l'article L. 2232-9 du code du travail issues de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 et révisé à cet effet les dispositions de l'article 5 *bis* de ladite convention collective.

Article 1^{er}

Commission permanente de négociation

L'article 5 *bis* de la convention collective des greffiers des tribunaux de commerce est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 5 *bis*

Commission paritaire permanente de négociation

a) Missions et attributions

Il est créé une commission paritaire permanente de négociation ayant pour mission essentielle la négociation dans le cadre de la convention collective nationale des greffiers des tribunaux de commerce.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L. 2232-9 du code du travail la commission paritaire permanente de négociation exerce les missions d'intérêt général suivantes :

- elle représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- elle exerce un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi ;
- elle établit un rapport annuel d'activité qu'elle verse dans la base de données nationale mentionnée à l'article L. 2231-5-1 du code du travail. Ce rapport comprend un bilan des accords collectifs d'entreprise conclus dans le cadre du titre II, des chapitres I^{er} et III du titre III et des titres IV et V du livre I^{er} de la troisième partie du code du travail et formule, le cas échéant, des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées.

La commission paritaire permanente de négociation peut rendre un avis à la demande d'une juridiction sur l'interprétation de la convention collective ou d'un accord collectif dans les conditions mentionnées à l'article L. 441-1 du code de l'organisation judiciaire.

La commission paritaire permanente de négociation exerce par ailleurs les missions de l'observatoire paritaire mentionné à l'article L. 2232-10 du code du travail.

b) Composition

La commission est composée au maximum de 5 représentants de l'organisation patronale dont 3 au moins doivent être des greffiers en exercice et au maximum de 2 représentants de chacune des organisations syndicales représentatives dans la branche.

Ces dernières notifient par écrit à l'organisation patronale l'identité des salariés qu'elles désignent afin de siéger à la présente commission paritaire. Tout changement de représentant est notifié dans les mêmes conditions à l'organisation patronale.

c) Réunions

Périodicité

La commission paritaire permanente de négociation se réunit au moins quatre fois par année civile.

La commission paritaire permanente de négociation peut se réunir en commission mixte paritaire dans les conditions de l'article L. 2261-20 du code du travail.

Le calendrier des réunions est défini semestriellement en commission.

Calendrier des négociations

La commission établit en fin d'année un calendrier des négociations pour l'année à venir tenant compte des demandes des organisations syndicales représentatives et de la périodicité des négociations obligatoires.

Convocation

L'organisation patronale assure la convocation par tout moyen des membres de la commission en veillant à respecter un délai de prévenance d'au moins 15 jours sauf urgence ou circonstances exceptionnelles.

Ordre du jour et procès-verbal des réunions

Lors de chaque réunion de la commission paritaire permanente de négociation, l'ordre du jour de la réunion suivante est arrêté conjointement par les participants.

À l'issue de chaque réunion, un projet de compte rendu de la commission paritaire est élaboré par la partie patronale.

Ce projet est adressé aux organisations syndicales de salariés lors de la convocation à la séance suivante.

Il est ensuite soumis à approbation lors de la séance suivante. »

Article 2

Commission d'interprétation

L'article 26 de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 26

Commission paritaire d'interprétation

Il est institué une commission nationale paritaire d'interprétation qui est chargée de trouver une solution aux difficultés qui pourraient surgir dans l'interprétation de la présente convention et ses annexes.

Cette commission est composée pour les salariés de 2 délégués par organisation syndicale représentative dans la branche et pour les employeurs d'un représentant au moins par organisation patronale représentative étant entendu que le nombre des représentants des employeurs devra être au plus égal à celui des salariés.

Les organisations syndicales représentatives dans la branche notifient par écrit à l'organisation patronale l'identité des salariés qu'elles désignent afin de siéger à la présente commission paritaire d'interprétation.

Cette commission sera convoquée, à la demande d'une organisation signataire de la convention collective, dans un délai qui ne saurait excéder 30 jours après le dépôt de la demande au siège de la représentation patronale. Elle devra se prononcer dans le délai de 1 mois suivant sa réunion. L'avis de la commission, s'il est unanime, prendra la forme d'un avenant à la convention collective qui sera soumis aux formalités de dépôt. »

Article 3

Protection des salariés membres des commissions paritaires

Il est ajouté un article 5 *ter* à la convention collective des greffiers des tribunaux de commerce :

« En application des dispositions de l'article L. 2234-3 du code du travail, les salariés à qui s'applique la convention collective des greffiers des tribunaux de commerce et membres de l'une des commissions suivantes :

- commission paritaire permanente de négociation (art. 5 *bis*) ;
- commission nationale paritaire d'interprétation (art. 26) ;
- commission nationale paritaire de conciliation (art. 21) ;
- commission paritaire nationale de l'emploi (art. 55),

bénéficient des dispositions protectrices instituées par l'article L. 2411-3 du code du travail, dans les mêmes conditions légales que les délégués syndicaux et les anciens délégués syndicaux sous réserve que :

- d'une part la désignation de ces salariés, en tant que membre desdites commissions ait été reçue par l'organisation patronale avant que le salarié ait été convoqué à l'entretien préalable au licenciement par son employeur
- d'autre part que cette désignation ait été portée à la connaissance de leur employeur au plus tard au moment de l'entretien préalable,
- à moins que, dans les deux cas, le salarié ne soit en mesure de démontrer que son employeur avait connaissance de l'imminence de sa désignation à l'une des commissions susvisées. »

Article 4

Publicité – Dépôt

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires, auprès de la DGT : une version signée du présent avenant sur support papier et une version sur support électronique. Un exemplaire sera adressé au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le présent avenant est fait en nombre suffisant pour remise à chacun des signataires.

Fait à Paris, le 13 septembre 2017.

(Suivent les signatures.)